

NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES !

LUTTONS

POUR DE MEILLEURS SALAIRES

ET DES SERVICES PUBLICS RENFORCÉS !



Pendant la pandémie, les secteurs social et de la santé nous ont maintenus à flot. La crise de l'énergie a démontré l'impact de la rage spéculatrice sur les services de base ; la revendication d'un secteur de l'énergie totalement public en est sortie renforcée. À chaque fois, le gouvernement a dû intervenir là où le privé avait échoué en raison de sa soif de profits. La Commission européenne veut toutefois revenir au bon vieux temps et imposer l'austérité.

Après les pertes de salaires et d'emplois subies liées à la pandémie, nous avons subi l'inflation galopante et l'explosion des prix de l'énergie. En 2022, 95,3 millions de personnes dans l'UE (soit 21,6 % de la population) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon Eurostat. Les augmentations salariales nominales de ces dernières années étaient bien en deçà de celle des prix, et les aides fiscales aux familles pendant et après la pandémie touchent à leur fin presque partout.

Au lieu d'une spirale salaires-prix, nous avons assisté à une spirale bénéfices-prix dans le monde entier. En 2021 et 2022, les entreprises belges ont réalisé des marges bénéficiaires de 45 % ! Au premier semestre 2023, les entreprises européennes versaient déjà plus de 170 milliards d'euros de dividendes. Alors que les profits records, limités seulement par des impôts minimes sur les supprofits, nous poussent vers une inflation galopante, on revient aux recettes monétaires classiques : augmenter les taux d'intérêt sur les emprunts. Ceci pour freiner la demande de biens et de services. Pour la classe travailleuse, cela signifie payer la crise une deuxième fois, car cette politique ne fonctionne qu'indirectement : la demande ne diminue qu'en cas de récession économique, avec son cortège de faillites et d'augmentation du chômage.

Retour au "business as usual" ?

En attendant, les taux d'intérêt élevés combinés à un endettement public et privé très important entraînent déjà des problèmes de paiement qui pourraient bien devenir contagieux. Pour « préserver la stabilité financière », la Commission européenne estime qu'il faut remettre la main sur les cordons de la bourse. En effet, pour elle, un budget équilibré équivaut à des économies sur les services publics et la sécurité sociale, à hauteur de 45 milliards pour l'ensemble des gouvernements européens. Les dépenses de guerre et d'armement des États membres - qui représenteront un total de 320 milliards d'euros en 2022 et continueront d'augmenter - ne sont certainement pas remises en question. Ces priorités montrent immédiatement quels intérêts elles servent, mais peut-on vraiment attendre autre chose de ces représentants des grandes entreprises ?

La récession se profile à l'horizon. Les commandes dans l'industrie sont déjà en baisse. Une nouvelle vague d'austérité fait payer les travailleurs une troisième fois et ne fera qu'aggraver la crise économique. Alors que 750 milliards d'euros d'argent européen sont saupoudrés pour garantir de nouveaux profits dans les secteurs dits stratégiques, les gouvernements des États membres se retrancheront derrière les normes de Maastricht pour laisser les profits (en grande partie) intacts et en répercuter le coût sur nos services publics et notre sécurité sociale. Le rôle principal de l'UE est également de faciliter la circulation des capitaux, au-delà des frontières des États membres, afin d'exploiter plus efficacement notre main-d'œuvre pour des profits plus élevés.



SOCIALISME.BE

INTERNATIONALSOCIALIST.NET



IL NOUS FAUT UN SYNDICALISME DE COMBAT À PARTIR DE LA BASE

L'Eurobaromètre de début décembre a montré une fois de plus que la lutte contre la pauvreté et la qualité des soins de santé sont au premier rang des préoccupations des travailleurs européens. Cependant, pour maintenir des taux de profit élevés et préserver les investissements dans les secteurs stratégiques, les patrons et leurs représentants feront résolument payer la facture à la classe travailleuse. Parallèlement, la répression à l'encontre des militants syndicaux s'intensifie dans toute l'Europe. Le syndicalisme de concertation n'a que très peu réussi à ralentir la détérioration de nos conditions de travail et de vie au cours des dernières décennies.

Une manifestation européenne peut être un premier pas important dans la construction de la résistance et dans le développement d'un syndicalisme de lutte à partir de la base ! Un pas vers une véritable campagne européenne du mouvement ouvrier, coordonnant des journées de grève européennes, par exemple, pour un réinvestissement dans les services publics mais aussi en défense de notre pouvoir d'achat. La politisation des discussions sur le lieu de travail par le biais de campagnes d'information et d'assemblées du personnel serait un prélude important à cette démarche. Ce faisant, nous devons discuter du programme politique dont le mouvement ouvrier a besoin pour réellement mettre un terme aux coupes budgétaires. Comment construire une solidarité internationale dans la lutte ?

- Contre l'inflation et la concurrence entre travailleurs en Europe : pour l'implantation de l'indexation des salaires, ou sa restauration, dans toute l'Europe !
- Pour le refinancement des services publics : allons prendre l'argent dans la poche des riches. Utilisons les profits pour une transition écologique socialement juste et un réinvestissement massif dans les services publics !
- Stop au remboursement de la dette publique ! Pour un impôt progressif sur les bénéfiques et les richesses allant jusqu'à la nationalisation du secteur financier pour stopper la fuite des capitaux.
- Il n'y a pas de solutions monétaires et fiscales à la crise du capitalisme : nationalisation des secteurs clés de l'économie sous le contrôle du mouvement ouvrier !

Alternative Socialiste Internationale (ASI) et le Parti Socialiste de Lutte (sa section belge) veulent s'engager dans les discussions concernant ces revendications et les méthodes nécessaires pour les arracher sur les lieux de travail, avec tous les syndicalistes combattifs. Nous sommes impliqués dans les luttes sociales de 15 pays européens et sur tous les continents. Nous lions ces combats à la nécessité d'une transformation socialiste de la société et nous construisons des partis révolutionnaires de travailleurs et de jeunes pour défendre ces idées dans le mouvement ouvrier. Contactez-nous, demandez plus d'informations et rejoignez-nous !

Stop au raz-de-marée d'extrême droite

Le fait de ne pas se battre pour la plus-value de notre travail permet aux forces d'extrême-droite de désigner les migrants et les réfugiés comme étant ceux qui sapent le pouvoir d'achat et les conditions de vie des travailleurs. Avec leurs campagnes contre le « wokisme », le féminisme et « l'idéologie du genre », elles visent la lutte contre toute forme d'oppression. Il en résulte une augmentation de la violence sexiste, raciste et anti-LGBTQIA+. Le mouvement ouvrier doit mener une lutte inflexible pour l'unité de l'ensemble de la classe travailleuse. Tout ce qui nous divise nous affaiblit !

Solidarité avec Gaza ! Personne ne sera libre tant que tout le monde ne le sera pas !

Les mots manquent pour décrire la souffrance et l'inhumanité dont nous sommes témoins à Gaza. La pression sur nos gouvernements contre leur implication et leur soutien à ce gouvernement israélien criminel doit être encore accrue. La guerre n'a jamais été menée dans l'intérêt des travailleurs. Le mouvement ouvrier lui-même a tout intérêt à transformer la grande solidarité en un mouvement de grèves, d'occupations et de boycotts,... pour arrêter la machine de guerre israélienne et la nouvelle course aux armements.

PSLLSP.PartiSocialistedeLutte  InternationalSocialistAlternative

@partisocialistedelutte  @international.socialist.alt

@LutteParti  @ISA_socialists



SOCIALISME.BE
INTERNATIONALSOCIALIST.NET

